



Une chance historique à saisir...

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse et conseiller aux Etats (FR)

Seules les paroles prononcées font foi.

La Suisse a changé au cours des derniers mois : plusieurs dizaines de milliers de drapeaux ont été suspendus aux balcons et fenêtres. Un panel de militant-e-s de tous âges et de toutes conditions salariales a participé activement à cette campagne de proximité. Les employeurs et associations économiques n'ont d'autre choix que de reconnaître les excès salariaux de certains topmanagers et de vanter les mérites du partenariat social. Le thème de la justice salariale remplit, jour après jour, les journaux et les salles lors des discussions et débats publics. Peu de projets auront suscité un tel engouement et une telle mobilisation au cours de ces dernières années.

Tout le monde admet, certains à demi-mot, que ces salaires de plusieurs millions ne sont ni mérités, ni justifiés, y compris le ministre de l'économie, Johann Schneider Amann. L'ancien entrepreneur trouve ces salaires inacceptables et appelait à la modération, il y a 10 ans déjà, lors d'une réunion de Swissmem. Il doit aujourd'hui défendre les salaires de plusieurs millions, en expliquant que les bons managers ne pourront plus être engagés si l'initiative devait être acceptée. Lui-même, en qualité de ministre de l'économie, perçoit un salaire de 450'000 francs annuels.

Mais voilà, admettre qu'il y a un problème ne signifie pas que certains sont prêts à chercher des solutions. Personne n'a encore réussi, dans cette campagne, à nous donner une solution réaliste et applicable pour mettre fin à ces abus salariaux. Le ministre de l'économie n'a pas non plus réussi, il est coupable de ne proposer aucune solution, de se contenter d'appels aussi inutiles qu'inefficaces. Seule l'initiative 1:12 a amené jusqu'à ce jour une piste crédible et sérieuse pour juguler les écarts grandissants. Seuls les initiants et les partis qui soutiennent cette initiative ont amené une idée simple et efficace pour mettre fin aux vols organisés et autorisés qui sévissent jour après jour dans certaines grandes entreprises.

La campagne des opposant-e-s à l'initiative n'a qu'une seule base : la peur. A défaut d'arguments fondés et concrets ; à défaut de solutions (ou de volonté de solutions) à proposer ; à défaut de pouvoir ouvertement dire qu'ils défendent les plus riches ; les opposant-e-s présentent le visage d'une Suisse plongée dans l'apocalypse, à grands renforts de millions en publicités dans les journaux et autres affiches SGA. Leurs propres craintes se reflètent dans leur campagne et la fébrilité qui les gagne se démontre au travers des courriers ou circulaires internes de Nestlé, Novartis, Bobst, Rüeger ou autres CFF, incitant leurs collaborateurs à voter non le 24 novembre !

Le « modèle de succès suisse », tant vanté par les opposant-e-s s'est construit dans les années 1980, lorsque les écarts salariaux étaient encore dans un rapport de 1:6. Le succès économique de la Suisse, nous le devons aux PME, qui constituent le tissu

économique de notre pays. Ce sont elles qui font avancer notre économie, qui la rendent prospère et qui créent des emplois dans l'économie réelle. Vasella, Dougan, Orsel & co ne sont pas les sauveurs de notre économie, ils ne font que se servir grassement, en n'ayant, au final, aucun risque entrepreneurial à assumer.

Aujourd'hui, 50% des employé-e-s ne sont pas couverts par une Convention collective de travail (CCT), 335'000 personnes travaillent à plein temps, mais ne parviennent pas à 4'000.- par mois. Au même moment, certains encaissent 730.- par minute de travail, oui par minute (!) ou reçoivent 26 millions de cadeau de bienvenue. Ces chiffres sont injustifiables, inacceptables et remettent en cause le ciment social qui a construit notre pays.

Les inégalités ne peuvent plus continuer sur ce chemin et seule l'initiative 1:12 est à même d'y mettre un terme, non pas par dictature de l'Etat, mais bien par une décision démocratique de l'ensemble de la population.